

AIR PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Le Noilly Paradis – 146, rue Paradis
13006 Marseille

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

AIR PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Le Noilly Paradis – 146, rue Paradis
13006 Marseille

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2013

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association AIR PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Marseille, le 12 juin 2014

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés



Hugues DESGRANGES

COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2013			31/12/2012
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	766 244	683 354	82 889	261 793
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	1 250 102	524 474	725 628	786 183
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	8 515 665	6 746 899	1 768 766	1 610 110
	Autres immobilisations corporelles	1 765 728	1 440 576	325 152	473 847
	Immobilisations grevées de droits				
Immobilisations en cours	6 279		6 279		
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations	12 000		12 000		
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	6 291	-	6 291	7 651	
TOTAL (I)	12 322 308	9 395 304	2 927 005	3 139 585	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	4 539 968	43 197	4 496 771	4 023 035
	Autres créances	87 852		87 852	5 622
Valeurs mobilières de placement				551 897	
Disponibilités	806 479		806 479	692 720	
Charges constatées d'avance	37 740		37 740	35 642	
TOTAL (II)	5 472 038	43 197	5 428 842	5 308 916	
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF	17 794 346	9 438 500	8 355 846	8 448 501	
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				50	
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2013	31/12/2012
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	47 074	47 074
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	1 125 000	1 125 000
	Report à nouveau	(7 309)	55 456
	Résultat de l'exercice	97 690	(62 764)
	Total des fonds propres	1 262 455	1 164 765
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées	4 598 687	4 435 350
Total des autres fonds associatifs	4 598 687	4 435 350	
Total des fonds associatifs	5 861 142	5 600 115	
Provisions			
Provisions pour risques Provisions pour charges	307 798	307 798	
Total des provisions	307 798	307 798	
Fonds dédiés			
Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés	86 950		
Total des fonds dédiés	86 950		
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	255 494	810 725	
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	574 112 679 735	721 024 661 754	
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	48 656	948	
Produits constatés d'avance	541 960	346 138	
Total des dettes	2 099 957	2 540 588	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	8 355 846	8 448 501	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	97 689,84	(62 764,32)	
(1) Dont à moins d'un an	1 866 033	2 333 139	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	48 045	551 897	
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2013	31/12/2012
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	97 174	239 521
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	4 748 597	4 754 531
	Dons		15 000
	Cotisations	66 725	42 078
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	58	2 865
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	6 025	2 870
	Autres produits	1 077 263	954 511
Total des produits d'exploitation	5 995 842	6 011 377	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	2 006 539	2 225 923
	Impôts, taxes et versements assimilés	231 754	216 061
	Rémunération du personnel	1 612 433	1 649 234
	Charges sociales	827 497	836 433
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 099 815	977 063
	Dotation aux provisions		80 560
	Autres charges	26 682	32 617
	Total des charges d'exploitation	5 804 720	6 017 891
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		191 122	(6 514)
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	488	
	Intérêts et produits financiers	12 313	8 475
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	9 654	11 714
2 - RESULTAT FINANCIER		3 147	(3 239)
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		194 269	(9 753)
Charges financières	Produits exceptionnels	153 203	6 989
	Charges exceptionnelles	162 832	70 000
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		(9 629)	(63 011)
Impôts sur les sociétés			
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			10 000
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		86 950	
TOTAL DES PRODUITS		6 161 846	6 036 841
TOTAL DES CHARGES		6 064 156	6 099 605
EXCEDENT ou DEFICIT		97 690	(62 764)
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			

Annexe libre

Etat exprimé en euros

NATURE DE L'ACTIVITE

AIR PACA est l'organisme régional d'intérêt général de surveillance et de contrôle de la qualité de l'air. C'est une structure associative agréée par le Ministère en charge de l'environnement. Elle est membre de la Fédération ATMOFRANCE qui regroupe les vingt-sept associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA).

Les actions et projets sont regroupés en cinq axes visant à répondre aux exigences réglementaires et à satisfaire les acteurs locaux face aux enjeux de la qualité de l'air, à savoir :

- * Surveillance opérationnelle,
- * Information et sensibilisation,
- * Outils d'aide à la décision, plans et programmes,
- * Amélioration des connaissances,
- * Vie associative et supports.

Ces axes sont développés au sein de processus opérationnels qui sont les suivants :

- * Ecoutes/ demandes (PSQA, comités et échanges territoriaux, comités et réseaux scientifiques),
- * Etudes et expertises (surveillance, études locales, études d'amélioration des connaissances),
- * Processus de mesure, de modélisation, d'informatisation et de communication,
- * Qualité, sécurité et environnement.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement important n'est survenu depuis la clôture de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière, en l'occurrence le plan comptable général 1999 ainsi que le règlement numéro 99.01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, et dans le respect du principe l'image fidèle, de la comparabilité et de la permanence des méthode, de la continuité de l'activité (PCG.art. 120-1).

Le bilan de l'exercice présente un total de **8 355 846 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **6 161 846 euros** et un total **charges** de **6 064 156 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **97 690 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2013** et finit le **31/12/2013**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base (PCG.art.120-2 et art.120-3) :

- régularité,
- sincérité,
- importance relative,
- prudence.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Options retenues dans le traitement des actifs dans le cadre du règlement CRC 2004-06

Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes sont comptabilisés en charges.

Les intérêts des capitaux empruntés pour financer un actif ne sont pas activés.

Les frais de développement sont comptabilisés en charges.

Les principales méthodes utilisées sont :

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens et de la durée d'usage des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et financiers. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La décomposition des immobilisations antérieures au 1er Janvier 2005 n'a pas trouvé à s'appliquer.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

* concessions et droits similaires	1 à 3 ans
* installations, agencements, aménagements sur constructions	10 ans
* matériel et outillage	3 à 5 ans
* installations, agencements, aménagements divers	10 ans
* matériel de transport	3 à 5 ans
* matériel de bureau et matériel informatique	3 à 5 ans
* mobilier	10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients qui seraient présentées dans le tableau de financement, le cas échéant, seraient

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Valeurs mobilières de placement

L'association a confié à la BPPC par une convention de gestion de trésorerie, le placement des liquidités dont elle dispose, en lui demandant de veiller à respecter la nature des titres achetés afin que la structure ne soit pas fiscalisée sur les revenus financiers générés.

Une provision pour dépréciation des titres égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de réalisation, est effectuée lorsque cette valeur brute est inférieure.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Subventions d'investissement

En raison des contraintes de fonctionnement inhérentes aux activités des associations agréées de la surveillance de la qualité de l'air, l'ensemble des immobilisations ne sont pas renouvelables par l'association. De ce fait, les subventions d'investissement sont inscrites dans les comptes de classe 13 "subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables" et sont reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés.

L'association a décidé d'appliquer les recommandations préconisées par la Compagnie nationale des commissaires aux comptes et le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables mentionnées dans le guide "Associations". Les quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat de l'exercice sont comptabilisées sur le compte 7571 "quotes-parts des subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables par l'association". Cette imputation permet de faire figurer en résultat d'exploitation les dotations d'amortissement et les quotes-parts de subventions d'investissements. Seules les quotes-parts de subventions d'investissement afférentes à des biens sortis en cours d'exercice figureront en résultat exceptionnel.

Engagements indemnités de départ à la retraite

Les indemnités de départ à la retraite sont évaluées à partir des effectifs réels de l'association à la fin de l'exercice. La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédit projetées. L'engagement de la

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

structure est égal au produit des facteurs ci-après : (salaire brut annuel / 12), nombre de mois acquis au moment du départ, (ancienneté actuelle / ancienneté future), taux de turnover, taux de mortalité, taux de progression salariale, taux d'actualisation financière et taux de charges sociales. Le taux d'actualisation retenu est celui du taux de rendement des obligations des sociétés cotées en zone Euro. Les indemnités de départ à la retraite sont comptabilisées dans les comptes annuels de l'exercice.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2013
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES						
		Frais d'établissement et de développement				
	Autres	2 712 587		162 152		2 108 496
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 712 587		162 152		2 108 496

CORPORELLES						
		Terrains				
	Constructions sur sol propre	832 800				832 800
	sur sol d'autrui	124 902				124 902
	instal. agencé aménagement	289 099		3 301		292 400
	Instal technique, matériel outillage industriels	8 204 196		737 130		8 515 665
	Instal., agencement, aménagement divers	31 838		13 072		44 910
	Matériel de transport	252 019		17 103		256 389
	Matériel de bureau, mobilier	2 462 920		89 417		1 464 429
	Emballages récupérables et divers					1 087 908
	Immobilisations corporelles en cours			6 279		6 279
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 197 774		866 303		1 526 303

FINANCIERES						
		Participations évaluées en équivalence				
	Autres participations			12 000		12 000
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	8 139		140		1 988
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 139		12 140		1 988

	TOTAL	14 918 500		1 040 595		3 636 786
						12 322 308

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2013
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	2 450 794	272 298	2 039 738	683 354
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 450 794	272 298	2 039 738	683 354
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	177 516	33 312		210 828
sur sol d'autrui	90 496	4 894		95 390
instal. agencement aménagement	192 606	25 650		218 256
Instal technique, matériel outillage industriels	6 594 086	578 474	425 662	6 746 899
Autres Instal., agencement, aménagement divers	30 123	282		30 404
Matériel de transport	219 794	14 076	12 733	221 136
Matériel de bureau, mobilier	2 023 013	170 829	1 004 806	1 189 036
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 327 633	827 517	1 443 201	8 711 949
TOTAL	11 778 427	1 099 815	3 482 939	9 395 304

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal. agencement. aménag.							
Instal technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2013
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales implant étranger avant 1.1.92				
	Provisions fiscales implant étranger après 1.1.92				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	307 798			307 798
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		307 798			307 798
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 	488		488	
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	43 197			43 197
	Autres				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		43 684		488	43 197
TOTAL GENERAL		351 482		488	350 994
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 			488	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-I.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2013	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	6 291	50	6 241
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	4 539 968	4 539 968	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	1 197	1 197	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	86 655	86 655	
Charges constatées d'avances	37 740	37 740		
TOTAL DES CREANCES	4 671 851	4 665 610	6 241	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2013	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)	48 045	48 045		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	207 449	53 526	153 924	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	574 112	574 112		
	Personnel et comptes rattachés	230 505	230 505		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	307 645	307 645		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	5 485	5 485		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	136 099	136 099		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	48 656	48 656		
	Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	628 910	548 910	80 000		
TOTAL DES DETTES	2 186 907	1 952 983	233 924		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	51 379				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.08

Evaluation d'éléments d'Actif

Etat exprimé en euros

31/12/2013

An Bilan

Prix marché

		31/12/2013	An Bilan	Prix marché
Approvisionnement et marchandises				
Valeurs mobilières de placement	750 PARTS SOCIALES B.P.P.C.		12 000	12 000

ANNEXE - Elément 6.09

Avances aux dirigeants

31/12/2013

31/12/2012

NON APPLICABLE		
TOTAL		

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2013
Total des Produits à recevoir		2 784 919
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURE A ETABLIR</i>	2 784 919	2 784 919

Charges à payer

Etat exprimé en euros		31/12/2013
Total des Charges à payer		585 913
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		158 711
<i>FOURNISSEURS FACT.N.P.ARI'ENUES</i>	<i>158 711</i>	
Dettes fiscales et sociales		427 202
<i>DETTES PROV.CONGES PAYES</i>	<i>203 934</i>	
<i>DETTES PROV.PRECARITE</i>	<i>7 352</i>	
<i>DETTES PROV.ASTREINTES</i>	<i>4 732</i>	
<i>PERSONNEL CHARGES A PAYER</i>	<i>13 300</i>	
<i>CHARGES SOCIALES S'CONG.PAYES</i>	<i>102 719</i>	
<i>CHARGES SOCIALES S'PRECARITE</i>	<i>3 684</i>	
<i>CHARGES SOCIALES S'ASTREINTES</i>	<i>2 564</i>	
<i>ETAT CH.A PAYER S'CONGES PAYES</i>	<i>12 895</i>	
<i>ETAT CH.A PAYER S'PRECARITE</i>	<i>537</i>	
<i>ETAT CH.A PAYER S'ASTREINTES</i>	<i>298</i>	
<i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	<i>75 187</i>	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2013
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			37 740
LOCATION IMMOBILIERE	01/01/2014 30/06/2014	810	
LOCATION MOBILIERE LONGUE DUREE	01/01/2014 31/03/2014	823	
CHARGES LOCATIVES	01/01/2014 31/03/2014	5 507	
ABONNEMENT TELECOMMUNICATION	01/01/2014 31/12/2014	3 867	
CONVENTION UNIVERSITE DE PROVENCE	01/01/2014 30/09/2014	26 734	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			37 740

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2013
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			628 910
PUQA MPM + SNET EON BIOMASSE	01/01/2014 31/12/2017	168 000	
INST.MEDITERRANEE GOUV'AINRACE	01/01/2014 31/12/2015	46 852	
DREAL SCENARI PRSE	01/01/2014 31/12/2014	25 000	
DREAL PPA	01/01/2014 31/12/2014	80 000	
DREAL PARTICULES PM	01/01/2014 31/12/2014	20 000	
DREAL EXPOSITION POPULATION	01/01/2014 31/12/2014	10 000	
OSEO	01/01/2014 31/07/2016	48 700	
UNPG UNICEM	01/01/2014 31/12/2014	7 000	
DREAL EXPERT AIR INTERIEUR	01/01/2014 31/12/2014	12 080	
REGION PACA PARTAERA	01/01/2014 31/12/2014	99 328	
ARSSCENARI	01/01/2014 31/12/2014	25 000	
FONDS DEDIES	01/01/2014 31/12/2014	86 950	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			628 910

Produits et Charges exceptionnels

Etat exprimé en euros		31/12/2013
Total des produits exceptionnels		153 203
Produits exceptionnels sur opérations de gestion <i>PRODUITS EXCEPTIONNELS</i>	43	43
Produits exceptionnels sur opérations en capital <i>PRODUITS CESSIONS IMMOS CORPO.</i> <i>QUOTE PART SUBT.INST.ATREE</i>	1 300 151 860	153 160
Total des charges exceptionnelles		162 832
Charges exceptionnelles sur opération de gestion <i>AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES</i>	10 484	10 484
Charges exceptionnelles sur opération en capital <i>V.N.C. ELTS.ACTIF INCORPOREL.</i> <i>V.N.C. ELTS.ACTIF CORPOREL.</i> <i>V.N.C. IMMOBILISATIONS FINANCI</i>	72 162 79 698 -88	152 348
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(9 629)

ANNEXE - Elément 6.13

Charges à répartir

Etat exprimé en euros	Montant Net au Début d'exercice	Mouvements de l'exercice Augmentations	Mouvements de l'exercice Diminutions	Montant Net au 31/12/2013
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Charges différées				
Frais d'acquisition des immobilisations				
Frais d'émission des emprunts				
Charges à étaler				

N/A

ANNEXE - Elément 6.14

Capital social

	31/12/2013	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	1,00	47 073,7000	47 073,70
	Emises pendant l'exercice		0,0000	
	Remboursées pendant l'exercice		0,0000	
	Du capital social fin d'exercice	1,00	47 073,7000	47 073,70

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2013

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

INFORMATION FOURNIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 20 DE LA LOI N° 2006-586 DU 23 MAI 2006 RELATIVE AU VOLONTARIAT ASSOCIATIF. SUR LE MONTANT DES REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE VERSES AUX TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS, BENEVOLES OU SALARIES.

LES MEMBRES DU BUREAU DE L'ASSOCIATION NE SONT PAS REMUNERES, NOTAMMENT LE PRESIDENT, LE SECRETAIRE ET LE TRESORIER. L'INFORMATION DU SEUL CADRE DIRIGEANT DE L'ASSOCIATION N'A PAS ETE FOURNIE EN RAISON D'UNE LECTURE DIRECTE DE CET ELEMENT.

Effectif moyen

Etat exprimé en euros

31/12/2013

Interne

Externe

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Etat exprimé en euros	
	31/12/2013	
Cadres & professions intellectuelles supérieures	25	
Professions intermédiaires		
Employés	12	
Ouvriers		
TOTAL	37	

ACTIVATION DROIT AUDIF 07/05/2004
 ENGAGEMENT DIF AU 31/12/2013

TEMPS COMPLET

2401 HEURES

TEMPS PARTIEL

1096 HEURES

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	47 074			47 074
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	1 125 000			1 125 000
Report à nouveau	55 456	(62 764)		(7 309)
Résultat de l'exercice	(62 764)	97 690	(62 764)	97 690
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	4 435 350	1 452 784	1 289 447	4 598 687
Provisions réglementées				
TOTAL	5 600 115	1 487 710	1 226 682	5 861 142

Dettes garanties par des Sûretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette	Nature de la Garantie	Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2013
EMPRUNT	HYPOTHEQUE A PREMIERE DEMANDE SUR IMMEUBLE 146 RUE PARADIS 13006	B.P.P.C.	500 000	207 449
		TOTAL	500 000	207 449

--

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf état Fonds dédiés			86 950	86 950
TOTAL			86 950	86 950

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels NEANT				
Total				
Legs et donations NEANT				
Total				
TOTAL				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
MPM JOURNEE AIR 2014 PUQA			45 000	45 000
SNET ENDESA BIOMASSE			41 950	41 950
Totalisation			86 950	86 950

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

LOCATION LONGUE DUREE

CONTRAT N° Q0002284 001 PHOTOCOPIEUR MX3500N

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2013

A UN AN AU PLUS	0 €
A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	0 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €

CONTRAT N° 000 527 709 00 PHOTOCOPIEUR TOSHIBA 2330

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2013

A UN AN AU PLUS	3 290 €
A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	4 935 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €

CONTRAT N° D 4 100 8 787 VEHICULE CW-019-VR DIACLOCATION

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2013

A UN AN AU PLUS	5 020 €
A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	12 551 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €

CONTRAT N° D 3 120 443 RENAULT KANGOO EXPRESS CII-397-YD DIACLOCATION

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2013

A UN AN AU PLUS	4 409 €
A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	7 349 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €

CONTRAT N° 10 401 022 520/1 CITROEN BERLINGO CW-592-HC CREDIPAR

ENCOURS DES LOYERS RESTANT A FACTURER AU 31/12/2013

A UN AN AU PLUS	2 744 €
A PLUS D'UN AN ET 5 ANS AU PLUS	0 €
A PLUS DE CINQ ANS	0 €